

Johanna Lees,
Centre Norbert Elias

Ethnographier la précarité énergétique : au-delà de l'action publique des mises à l'épreuve de l'habiter

A l'intersection des secteurs du logement, du social et de l'environnement, la « précarité énergétique » est un problème public inscrit depuis quelques années à l'agenda politique en France. Ainsi la loi du Grenelle 2 de l'environnement en fournit-elle une définition et des indicateurs statistiques, tandis que des dispositifs d'action publique désignent des bénéficiaires. Cependant, au début de ce travail, si le terme de « précarité énergétique » avait essaimé dans divers champs - action publique, recherche-action, monde associatif- les situations réelles auxquelles cette notion réfère demeuraient largement méconnues. L'objectif de cette thèse a dès lors été de requalifier la notion de précarité énergétique à partir des expériences des personnes concernées et, partant, d'analyser les ressorts de l'action publique dans le domaine. Nous proposons ainsi une lecture documentée ethnographiquement d'un phénomène polymorphe initialement désigné par la puissance publique.

L'ethnographie, réalisée pendant 30 mois au sein de plusieurs sites à Marseille, s'est focalisée sur un segment particulier des catégories populaires. Les enquêtés sont pour la plupart en situation de migration ou immigrés, vivent en dessous du seuil de pauvreté et habitent le parc privé dégradé du centre-ville et des grandes copropriétés des « Quartiers Nord ». Ils subissent des conditions d'habitation très inconfortables liées notamment à l'absence d'eau chaude et de chauffage, aux systèmes électriques défectueux ou dangereux, à l'humidité et aux pannes d'ascenseur.

La thèse est organisée en trois parties. Une première est une analyse de l'émergence du problème public dans le contexte contemporain, en France et en Grande Bretagne, fondée principalement sur une étude de la littérature et des entretiens d'acteurs locaux. Une seconde partie s'appuie sur l'enquête ethnographique et vise à comprendre ce que signifie « habiter » en situation de précarité énergétique et, plus encore, « être habité » par la précarité énergétique, du point de vue des familles concernées. Enfin, une troisième partie, toujours basée sur le travail ethnographique, aborde les relations des enquêtés avec les fournisseurs d'énergie, les syndicats de copropriétés, les propriétaires bailleurs mais aussi avec l'État, en tant que bénéficiaires des dispositifs d'action publique en matière de lutte contre la précarité énergétique. Elle vise ainsi à établir une anthropologie des rapports entretenus par les milieux de la grande pauvreté à l'État, rapports qui seront décrits et analysés « par le bas ».

La thèse apporte trois types de résultats. Le premier relève d'une analyse de l'action publique. La précarité énergétique est articulée, du point de vue de l'expérience, à une problématique plus vaste liée à la question du mal logement et de la pauvreté. Il apparaît que les dispositifs d'action publique euphémisent largement la question sociale. En se focalisant, par exemple, sur les comportements des ménages, ils déplacent la question et éludent des problématiques plus structurelles. Aussi n'est-il que rarement fait mention du contexte et des effets de la libéralisation des services publics, circonstances qui ont pourtant exacerbé la précarité énergétique, tant en Grande Bretagne qu'en France.

Le second résultat consiste à prendre la mesure de ce que constitue l'expérience de la précarité énergétique au quotidien. Bien au-delà des difficultés à payer l'énergie ou à accéder au confort thermique, connaître la précarité énergétique, c'est être en prise avec le danger (installations électriques défectueuses), la peur, la honte (liée notamment à l'impossibilité de se laver), ou encore devoir régler ses déplacements et donc ses activités en fonction de l'état de marche des ascenseurs. La précarité énergétique a en outre bien d'autres coûts financiers que ceux qui figurent sur les factures d'énergie. L'état des logements démultiplie le nombre de travaux à faire, l'absence d'eau chaude incite à se doucher au hammam, enfin certaines conditions d'habitation peuvent contraindre les habitants à avoir recours à une énergie très coûteuse (le

pétrole par exemple). Comprendre la précarité énergétique, c'est alors considérer l'ensemble de ces dimensions, souvent invisibles. L'approche par l'habiter interroge quant à elle le rapport au monde. Ce dernier est sans nul doute influencé par une existence où la relation à soi et à l'autre est malmenée ; il est déterminé par une expérience angoissée d'un monde brutal, désordonné et éprouvant. Enfin, la précarité énergétique est aussi une expérience sociale, car être « précaire énergétique », c'est être confronté à une forme contemporaine de relégation sociale.

Le troisième type de résultats a trait aux relations construites à partir des situations de précarité énergétique. Être en situation de précarité énergétique, c'est fréquenter régulièrement un certain nombre d'acteurs institutionnels (services sociaux), économiques (bailleurs, syndicats et fournisseurs d'énergie) et de dispositifs d'action publique. Or, ces rencontres se jouent pour une part au prisme de l'arnaque et de l'intimidation. Un des principaux résultats de cette enquête est le constat que, sur ces terrains, les bailleurs privés, les fournisseurs d'énergie, les syndicats mais aussi l'État ont des pratiques à la limite de la tromperie. Ces dernières renforcent les situations de précarité énergétique et, plus largement, les difficultés financières des habitants. Ainsi, cette thèse convoque la question du rapport au corps social et politique de ce segment des catégories populaires et, partant, interroge la possibilité d'une pleine citoyenneté. Elle montre que sur ces territoires objets d'un ensemble de discours relatifs à la criminalité, la "magouille" et la délinquance sont également le fait d'acteurs moins attendus.